

LE PROGRAMME DE LEADERSHIP FÉMININ

POUR UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE DANS LE SAHEL

RENFORCER LA VOIX DES FEMMES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ AU BURKINA FASO, AU MALI ET AU NIGER A TRAVERS LA MISE EN PLACE D'UN VIVIER D'EXPERTES

Le Groupe Danois de Déminage [DDG] en partenariat avec le Réseau Oust-africain pour l'Édification de la Paix [WANEP]

The logo for DDG (Danish Demining Group) consists of the letters 'DDG' in a bold, blue, sans-serif font.

Financé par l'Union européenne

LE CONSORTIUM

LE PROGRAMME DE LEADERSHIP FÉMININ POUR UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE DE LA SÉCURITÉ DANS LE SAHEL est mis en œuvre par un consortium constitué de deux organisations représentées dans la sous-région: Le Groupe Danois de Déminage (DDG) et le Réseau Ouest-africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) avec l'appui financier de l'Union européenne à travers l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP).

DDG



CONTEXTE D'INTERVENTION

QUEL EST LE PROBLÈME?

Alors que la voix de la société civile en matière de sécurité est généralement faible dans les pays du Sahel, celle des femmes et des organisations de femmes l'est encore plus.

L'argument d'une absence d'expertise féminine en matière de sécurité est souvent avancé pour justifier l'absence totale (ou quasi) de femmes autour de la table, conduisant à des décisions biaisées et peu sensibles aux besoins spécifiques des femmes, mais aussi des hommes, des filles et des garçons. Lorsque les femmes sont représentées, c'est souvent à titre symbolique voire dans un rôle de figuration qui rend difficile une participation substantielle.

La réticence des institutions en uniforme à impliquer la société civile d'une part, et la réticence de ces institutions traditionnellement ultra-masculines à impliquer les femmes d'autre part, se conjuguent pour engendrer une double marginalisation de la parole et de la contribution des femmes de la société civile.

Pourtant, les cadres internationaux, régionaux et nationaux en matière de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) reconnaissent la nécessité de processus inclusifs, qui promeuvent la participation active de toutes les forces vives nationales, aussi bien hommes que femmes.

On peut citer:

- 01 la résolution 2151 (2014) du Conseil de Sécurité des Nations Unies
- 02 le Cadre de Politique de l'Union Africaine sur la RSS (2013)
- 03 la Politique de la CEDEAO pour la Réforme et la Gouvernance du Secteur de la Sécurité en Afrique de l'Ouest (2016)
- 04 la Résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et les résolutions subséquentes formant l'Agenda Femmes, paix et Sécurité
- 05 Et bien d'autres encore...



EN QUOI EST-CE UN PROBLÈME?

Si le principe d'une gouvernance inclusive et partagée de la sécurité est acquise en théorie, la traduction de ce principe dans les faits demeure un défi qui se heurte à la réalité de contextes marqués par des biais implicites et explicites de genre fortement ancrés. Il en résulte une forte inégalité d'accès des femmes à la parole publique, aux cercles de décision, et une insuffisante prise en compte de leurs contributions.

Or, l'expérience internationale en matière de RSS démontre que les politiques publiques qui prennent en compte les préoccupations et suggestions des femmes autant que celles des hommes sont plus

équilibrées, plus efficaces et mieux à même de répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

C'est particulièrement le cas dans le domaine de la sécurité, où les politiques, décisions et pratiques du secteur de la sécurité gagnent à être informées par les contributions des femmes comme des hommes.

LA RÉPONSE PROPOSÉE PAR LE PROGRAMME DE LEADERSHIP FÉMININ (PLF)

Face aux défis énoncés, le projet vise à stimuler l'émergence de la prochaine génération de femmes sahéliennes d'horizons divers, dont la voix peut influencer l'adoption de politiques et pratiques adéquates pour relever les défis de sécurité qui se posent aussi bien aux Etats qu'aux populations (hommes, femmes, filles et garçons) de la région.

En suscitant un **vivier d'expertise féminin régional** et en lui donnant les outils pour contribuer de manière substantielle aux questions de sécurité, le projet cherche aussi bien à **amplifier la voix de la société civile** pour améliorer l'ancrage démocratique des processus de Réforme du Secteur de la Sécurité et la qualité des politiques publiques qui en res-

sortent, qu'à questionner les stéréotypes excluants pour encourager une gouvernance plus inclusive de la sécurité. Il s'agit aussi de fournir des rôles-modèles permettant de dépasser les entraves traditionnelles à la participation des femmes dans les questions de sécurité.

OBJECTIFS



L'objectif principal du projet est de mettre en place, former, soutenir et accompagner un vivier de femmes sahéliennes - Maliennes, Burkinabé, Nigériennes - issues de la société civile, afin qu'elles puissent contribuer activement aux questions de sécurité qui affectent leur vie et celles de leurs communautés dans leurs pays.

La théorie de changement du projet postule que, grâce à une implication accrue de la société civile et en particulier des femmes, à travers ce vivier, les politiques et pratiques adoptées par les institutions de sécurité seront plus efficaces et réactives, c'est à-dire mieux en adéquation avec les besoins de sécurité réels de toute la population, y compris (mais pas seulement) ceux des filles et des femmes.

La stratégie adoptée par le projet repose également sur l'idée que le vivier, une fois actif et visible, pourra engendrer un effet de levier pour encourager l'implication de plus de femmes et de plus d'acteurs et actrices de la société civile dans la gouvernance de la sécurité.

Les membres du vivier seront en effet autant de figures modèles auxquelles les jeunes femmes de la nouvelle génération pourront s'identifier, voyant par leur exemple qu'il est bel et bien possible et souhaitable de faire entendre la voix des femmes et de la société civile, pour des politiques de sécurité répondant mieux à leurs besoins, et mises en œuvre de manière plus efficace et redevable.

RESULTATS ATTENDUS

A l'issue de l'action :



La société civile des trois pays ciblés dispose d'un vivier de 15 à 18 femmes (soit 5 à 6 par pays) ayant acquis l'expertise et la crédibilité nécessaires pour contribuer activement au contrôle citoyen du secteur de la sécurité (composante expertise technique), porter la voix des femmes au niveau communautaire dans ce domaine (plaidoyer), et stimuler l'implication des autres acteurs de la société civile (leadership).



Les membres du vivier ont établi des canaux de communication et rapports de collaboration avec les institutions du secteur de la sécurité et avec les institutions de contrôle indépendant de ce secteur.



Les membres du vivier ont réalisé des enquêtes et analyses pertinentes, reversées au niveau local, national et régional comme contributions à la RSS.



Les membres du vivier ont porté des actions de plaidoyer pertinentes au niveau national, régional, voire international.

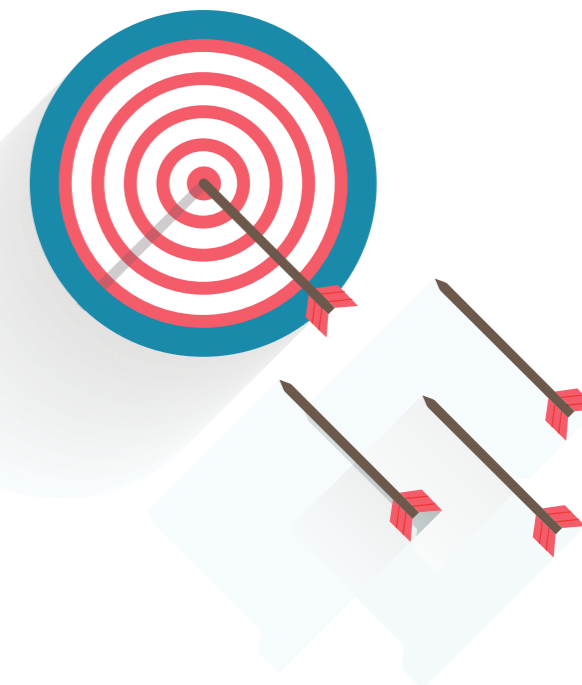


Un guide de formation des femmes au niveau communautaire à la RSS adapté au contexte sahélien est disponible et sert de base à une redistribution des savoirs et à un engagement plus large des femmes dans la RSS, avec l'implication des membres du vivier en tant qu'expertes, leaders/mentors et formatrices.

BÉNÉFICIAIRES

Le projet proposée cible en premier un groupe sélectionné parmi les femmes de la société civile malienne, nigérienne et burkinabé, y compris les membres de mouvements et coopératives de femmes et d'organisations féminines locales ou nationales ; les femmes membres d'organisations de consolidation de la paix, d'instituts de recherche, d'organisations de défense des droits humains ; les femmes maires, conseillères municipales ou impliquées à d'autres titres dans la gouvernance locale et les femmes des médias.

Les critères de sélection, incluent la motivation et disponibilité à s'engager dans un processus de long terme, la diversité géographique et des profils, ainsi que des critères de réputation.



Pour permettre à ces femmes de s'impliquer de manière active et substantielle dans la réforme du secteur de la sécurité, les besoins identifiés incluent :

01

Le renforcement des capacités en termes de connaissances théoriques et compétences pratiques: notamment à travers (i) une phase de formation intensive, suivie (ii) d'un programme de mentorat qui mettra les membres du vivier en contact avec des personnalités en mesure de les accompagner dans le développement d'une expertise, et (iii) d'une phase de mise en pratique des connaissances et compétences acquises grâce à la production de contributions substantielles aux questions de sécurité par les membres du vivier.

02

La mise en réseau: certes (i) au niveau du vivier, mais aussi à travers (ii) la facilitation d'un accès direct aux institutions de la sécurité et à leurs décideurs, (iii) la mobilisation d'alliés au sein de ces institutions, (iv) parmi les mentors, et (v) parmi les hommes dans le cadre d'une approche de partenariat visant à engager les hommes comme partenaires dans l'action.

03

L'accès aux ressources techniques pour la diffusion des savoirs et l'entraînement des autres acteurs de la société civile dans une dynamique constructive de participation. Ici, la visibilité du vivier et sa capacité à produire du changement seront essentiels. Un partenariat avec certains médias et organisations clés pourra être envisagé dans ce cadre.

Par la séquence des activités prévues, le projet prendra en charge l'ensemble de ces besoins.

DDG

LE GROUPE DANOIS DE DÉMINAGE : DDG

DDG est une unité technique spécialisée au sein du Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC). Il s'agit d'une unité de lutte contre les mines terrestres et la violence armée dont la mission est de créer un environnement sûr où toutes les personnes - hommes, femmes, filles et garçons puissent vivre à l'abri de la violence armée et des risques posés par les restes de conflit. Dans les contextes fragiles, en particulier, DDG met en œuvre des initiatives de consolidation de la paix, la médiation de conflits et de prévention de la violence armée, en traitant non seulement les risques liés aux instruments de violence armée, mais également en s'attachant à renforcer la résilience au sein des communautés et au niveau individuel.

Dans le Sahel, DDG met en œuvre un [programme transfrontalier de réduction de la violence armée](#) centré sur l'amélioration de la sécurité des communautés transfrontalières dans la zone de Liptako-Gourma, région frontalière du Mali, Niger et du Burkina Faso. Dans ces trois pays, DDG met aussi en œuvre le [programme de leadership féminin pour une gouvernance inclusive de la sécurité](#) dont l'objectif est de renforcer la voix des femmes de la société civile dans la gouvernance du secteur de la sécurité à travers la mise en place d'un vivier d'expertes.



LE RÉSEAU OUEST AFRICAIN POUR L'ÉDIFICATION DE LA PAIX : WANEP

Créé en 1998, WANEP est une organisation sans but lucratif œuvrant dans le domaine de l'édification de la paix avec une approche collaborative. Sa mission est de permettre et faciliter le développement de mécanismes de coopération en Afrique de l'Ouest, entre praticiens de l'édification de la paix au sein de la société civile et les organisations en favorisant des réponses collectives aux conflits violents, en fournissant un espace d'échange d'informations et de partage d'expériences sur des questions d'édification de la paix, de la transformation des conflits, de réconciliation sociale, religieuse et

politique ; en promouvant les valeurs culturelles et sociales de l'Afrique de l'Ouest comme ressource pour l'édification de la paix.

Par ailleurs, WANEP s'attache à promouvoir l'édification de la paix sensible au genre et à renforcer les capacités des femmes en matière de promotion de la paix et de la sécurité humaine dans la région par le biais de son programme « Femmes dans l'édification de la paix » (WIPNET).

NOTES

Date:...../...../20.....

NOTES

Date:...../...../20.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de DDG et WANEP, et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne

CONTACTS

Linda J. BAUMA
Coordinatrice Genre et Sécurité
Téléphone : +223 66 75 94 45
Email : bauma.joelle@drc.ngo

Ornella Moderan
Directrice des Programmes
Téléphone: +223 66 75 06 78
Email: ornella.moderan@drc.ngo



PLF_Sahel

Suivez-nous sur Twitter